

17 FÉVRIER 2025

EUROPE INFO HEBDO



DÉFENSE DE L'EUROPE, DSA ET ALLEMAGNE.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Tom LANDFRIED,
Aurélien SAIAG.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

IA, INVESTISSEMENTS, **A HUE ET A IA**

Arbitre ou joueur s'était déjà demandé en 2020 le think tank Bruegel ? Alors que la course à l'IA prend des accents de géopolitique digne de la guerre froide (cf. EIH 3/2/25) la question de la place de l'UE dans cette course agite aussi bien les acteurs de cette industrie en pleine croissance, que les politiques en mal de projet d'avenir.

- L'intelligence artificielle (IA) est perçue comme la technologie clé pour le futur, capable de transformer de nombreux secteurs économiques, de la santé à la défense, en passant par l'industrie et l'agriculture.
 - La grande question est donc, pour les Européens qui ont longtemps privilégié la défense et la protection des données individuelles, de savoir comment concilier ambition technologique, réglementation et compétitivité sur la scène mondiale.
- Dans une réflexion très pertinente, l'ancien eurodéputé espagnol écologiste Florent Marcellesi tente de tracer les contours d'une IA juste et écologique
 - En particulier, dans les usages non-policiers d'une technologie qui facilite grandement la surveillance et la répression, sans compter la gourmandise énergétique et la consommation démesurée d'eau.
 - La clé est de ne pas céder à la tentation du gigantisme.
 - Une voie cohérente avec celle empruntée par certains acteurs français de l'IA.



SOMMET IA,
AI-UE ? OH !

Le 12 février 2025, la Commission européenne a réuni les principaux acteurs publics et privés pour définir la trajectoire de l'Europe dans la course mondiale à l'IA. Ce sommet a permis de souligner la volonté de l'UE de ne pas être une simple spectatrice dans cette révolution technologique. Cette initiative ambitionne de faire de l'UE un pôle de recherche et d'innovation, en garantissant des conditions favorables pour le développement des technologies IA.

- Si la Commission est consciente de l'importance de cette technologie, elle se distingue des États-Unis et de la Chine en adoptant une approche prudente et régulée
 - En vigueur depuis 2024, elle repose sur des principes de transparence, de responsabilité et de respect des droits humains.
 - Comme ceux utilisés dans le domaine de la santé ou de la justice.
 - Elle assure une supervision des technologies sensibles.
- Pour soutenir cette dynamique, l'UE a pris des mesures concrètes à travers des investissements ambitieux dans le secteur de l'IA.
 - Le plan d'investissement mis en place par la Commission européenne en février 2025 est colossal :
 - ces fonds doivent venir renforcer les capacités de recherche,
 - et à soutenir l'émergence d'une nouvelle génération d'entreprises innovantes en IA.
 - Malgré ces initiatives, l'Europe reste confrontée à plusieurs défis.
 - Les infrastructures de données nécessaires à l'essor de l'IA, comme les supercalculateurs et les centres de données interconnectés, doivent être largement améliorées.
 - Elles sont essentielles pour rester compétitive face aux États-Unis et à la Chine.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DÉFENSE,

EUROPE DE LA DEFENSE DE L'EUROPE

Le rythme des trumpitudes muskiennes est infernal, au point qu'il faut y lire évidemment une stratégie de déstabilisation totalement délibérée. Une « hypnocratie » selon cette stimulante analyse, qui voit dans la controverse elle-même une forme de gouvernance par la gestion algorithmique des perceptions. Les Européens cherchent leur équilibre dans cet environnement de plus en plus hostile, et les signaux envoyés par l'administration américaine indiquent clairement qu'une défense européenne n'est plus une option - sous peine de vassalisation totale comme s'y attend la Russie (une tendance déjà accélérée depuis la guerre en Ukraine).

- Pendant que le conflit en Ukraine est à un point de bascule, l'UE se divise sur son paradigme de soutien inconditionnel à l'Ukraine en laissant émerger des voix favorisant des négociations avec Vladimir Poutine.
 - Pris entre le marteau et l'enclume, les Européens cherchent à établir un plan stratégique de défense dans un contexte de réveil tardif et de vulnérabilité
 - Celle-ci s'expliquent par :
 - Un manque d'investissement dans les infrastructures.
 - En effet, les routes et ponts pour acheminer de l'armement lourd qui impactent la mobilité militaire.
 - Les câbles sous-marins et pipelines sont vulnérables (10 incidents depuis 2022 en plus de la destruction par explosif de Nord Stream 2)
- Ce manque de centralisation et d'efficacité de la défense européenne fait qu'il est difficile de déterminer qui fait quoi entre institutions et agences européennes.
 - Une répartition inégale des investissements délaisse une partie du sud de l'Europe.
 - Les points de vulnérabilité sont encore plus appuyés avec le numérique.
 - Le réseau 5G ouvre de nouveaux points d'entrée dans un contexte de guerre hybride.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ÉTATS-UNIS, POLOGNE, ALLEMAGNE, DÉFENSE, OTAN POUR NOUS

Embouchant les trompettes trumpiennes, le Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, estime que les pays européens doivent dépenser beaucoup plus et de façon plus équitable. L'UE tente d'accélérer son action de la défense.

- La Pologne cherche un consensus avec la France sur le programme européen pour l'industrie de la défense (EDIP).
 - Tandis que la France propose d'utiliser le fonds de défense afin d'insister sur l'industrie de la défense et pour renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe,
 - la Pologne et la plupart des autres États membres de l'UE veulent équilibrer ce programme en augmentant le nombre d'achats à l'étranger.
- La Pologne, qui est le seul pays de l'OTAN à partager une frontière avec la Russie et l'Ukraine, a annoncé le lundi 10 février un plan inédit de 155 milliards d'euros pour 2025 pour renforcer sa défense et relancer sa croissance.
 - Ce nouveau chef de file semble encourager une prise de conscience collective suivie de faits.
 - La reconversion en Allemagne d'une usine de matériel ferroviaire en usine de chars militaires par le groupe KNDS est à relever.
 - Cette usine était considérée comme pas assez rentable, "*Nous avons accompagné cette transition de près, car nous voulons que notre armée soit en mesure de défendre l'Allemagne et notre alliance contre toutes les menaces à l'avenir*", avait souligné Olaf Scholz.
 - La brigade franco-allemande créée en 1989, composée de 5 400 soldats, franchit une nouvelle étape par sa mise à disposition de l'OTAN.
 - Elle est destinée à être un laboratoire pour harmoniser les procédures, les conditions d'exécution du service et de vie des unités, favoriser le rapprochement des hommes et accroître la standardisation des matériels.

Le projet d'une paix négociée uniquement entre Washington et Moscou, et les déclarations de JD Vance à la conférence de Munich ont accéléré la prise de conscience de l'urgence. A l'invitation de la France, les principaux pays européens, y compris le Royaume-Uni sont d'ailleurs conviés à une réunion de travail urgente sur l'Ukraine ce lundi 17 février 2025 à Paris.



DSA, DMA,

TORPUER

ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche met sous tension l'application des règlements européens sur le numérique. En plus de la remise en question du Privacy Shield (V. [EIH 10.02.2025](#)), le DSA (Digital Services Act) et le DMA (Digital Markets Act), adoptés pour encadrer les géants américains de la tech font l'objet d'attaques de plus en plus nettes, et semblent incapables de s'adapter aux circonstances. D'un autre côté, on peut comprendre que la Commission se trouve dans une position délicate.

- Malgré l'accélération des provocations des dirigeants de la tech (V. [EIH 20.01.2025](#)), la Commission semble toujours hésitante à appliquer ces règlements.
 - Cela suscite de sérieux doutes sur la volonté politique de ses représentants.
 - Ou du moins certains.
 - Des rumeurs de mise en pause des enquêtes contre les entreprises américaines circulent.
 - Cela n'a rien de rassurant eu égard aux enjeux sécuritaires et économiques qu'impliquent le second mandat Trump.
- La situation inquiète à un point tel que de plus en plus de personnalités s'impatientent face à cette inertie.
 - L'eurodéputé Alex Agius Saliba (MT- S&D) déplore une différence de traitement selon l'origine des entreprises.
 - Elu particulièrement engagé sur ce texte il dénonce ardemment les mauvaises intentions outre-Atlantique et appelle la Commission à réagir.
 - Une proposition de résolution européenne est même à l'étude.
 - C'est bien l'impératif de diligence qui doit primer afin de réaffirmer la crédibilité du seul cadre réglementaire numérique contraignant à ce jour au niveau mondial.
 - Les Européens seront respectés uniquement s'ils respectent et font respecter leurs propres lois.
- Sommée de choisir entre appliquer strictement les règlements DSA et DMA, au risque de froisser les États-Unis, ou temporiser pour préserver les relations transatlantiques, au détriment potentiel de l'État de droit en Europe, on peut comprendre la paralysie de la Commission européenne, en ces temps de paix troublée.
 - Henna Virkkunen, commissaire à la Souveraineté technologique, a une certaine autonomie pour ouvrir des enquêtes, mais les décisions de sanction nécessitent l'approbation du collège des commissaires.
 - C'est pour cela que la volonté d'Ursula von der Leyen est attendue pour trancher sur la fermeté à affirmer sur ces règlements.
 - Une inaction pourrait entraîner des recours en carence devant la justice européenne, comme ce fut le cas pour d'autres dossiers.
 - Eu égard aux prises de position de députés européens, cela n'est pas à exclure.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ALLEMAGNE, ELECTIONS, **CORDE AU COU**

L'extrême-droite va-t-elle faire trembler l'Allemagne comme elle a déjà secoué ses voisins ? Selon les dernières projections, l'AfD est à un pic historique, en 2e position, au-delà des 20% d'intentions de vote. En l'absence de scrutin majoritaire, la CDU/CSU de F. Merz qui devrait gagner le scrutin sera obligée de négocier une coalition - mais avec qui ?

- Au niveau régional ce dilemme a déjà été tranché, non sans atermoiements en septembre dernier (cf. EIH 8/9/24).
 - Cependant, au niveau national, les oscillations entre le respect absolu du « cordon sanitaire » pourraient forcer une nouvelle grande coalition garante de stabilité - et de conservatisme.
 - Ce “cordon sanitaire” exclut toute alliance avec l'extrême-droite et les tentatives de convergence sur les questions migratoires y compris avec le vote conjoint d'un texte au Bundestag
- Le journal Tageschau fait le point sur les potentielles coalitions après le scrutin du 23/2.
 - Au-delà des provocations peu diplomatiques de l'administration américaine qui prend fait et cause pour l'AfD
 - Et qui refuse de rencontrer le Chancelier sortant considéré comme déjà hors-jeu
 - alors qu'il ne quittera cependant son poste qu'après la conclusion d'un accord de coalition, ce qui peut être long -
 - les élections allemandes représentent un véritable danger pour l'ensemble de l'édifice politique européen.
- Euractiv fait un tour très utile des forces en présence et des dynamiques de la campagne.
 - Le danger réside dans les thèmes centraux : l'économie et les migrations.
 - L'IFRI analyse ces thématiques et en tire quelques espérances pour le couple franco-allemande qui pourrait se voir relancé.
 - Comme s'il y avait une stratégie derrière leur multiplication,
 - l'attentat de Magdebourg le 20 décembre 2024, puis celui d'Aschaffenburg le 22 janvier 2025, puis celui de Munich en ouverture de la conférence, ce 14 février 2025, ne cessent de raviver le sujet de l'immigration au cœur du débat public.
 - Si c'est le thème qui l'emporte, l'appel à l'AfD deviendra particulièrement irrésistible.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ALLEMAGNE, ELECTIONS,
KRANK

A quoi faut-il s'attendre d'une économie qui peine à embrasser les défis de la 4e révolution industrielle ? L'arrivée de la CDU ne remettra pas en question le sauvetage d'un modèle économique qui continue de défendre les grandes industries du 20e siècle comme la voiture thermique.

- Une question importante est de savoir comment la CDU envisage de financer ses promesses, dans le cadre strict de l'interdiction du déficit budgétaire.
 - Max Krahé, du Dezernat Zukunft, a fourni des calculs budgétaires intéressants.
 - Il a calculé un déficit budgétaire net compris entre 120 et 240 milliards d'euros par an.
 - Il s'agit d'un déficit de 3 à 6% du PIB selon les règles fixées par le traité de Maastricht.
 - Si l'Allemagne faisait ce que ses partis ont promis, sa situation budgétaire serait la même que celle de la France.
 - En chiffres annuels, il s'agit de 35-70 milliards (investissements civils), 30-55 milliards (investissements militaires),
 - 30 milliards (promesses des programmes électoraux, comme les réductions d'impôts), et 25 milliards (déficit existant pour 2025). Les propositions de réductions compensatoires sont minuscules en comparaison.
 - Pour financer cela, il faudrait une opération de type « Doge », ce qui n'est pas envisageable.
- D'après Eurointelligence, la faiblesse du programme économique de la CDU est cohérente avec sa fermeté sur l'immigration.
 - La CDU ne peut pas faire les deux.
 - En cas de grande coalition avec le SPD :
 - F. Merz fera passer la plupart des restrictions sur l'immigration
 - et le SPD l'emportera sur l'économie avec certaines de politiques symboliques pour la CDU.

L'Allemagne est dans une situation inextricable. La fin d'un modèle économique. Sa classe politique et ses entrepreneurs sont la cause. Trump n'en est que le messenger.